

Borne inquiète : trop d'étrangers ignorent qu'ils ont droit à des aides sociales

écrit par Maxime | 23 août 2023



Elisabeth Borne prépare une expérimentation sur la base d'un appel d'offres pour "réduire le non-recours aux droits sociaux".

Certains étrangers qui auraient le droit à des aides sociales l'ignoraient et il faudrait s'en préoccuper...

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047836103>

C'est le summum de l'assistanat. Non contents d'avoir droit

de percevoir des allocations, les intéressés devraient être conduits par la main sur le chemin qui mène à l'obtention de l'aide sociale...

Comment se fait-il, avec tous les services sociaux que l'Etat emploie, que le bénéfice de ces droits demeure ignoré par les intéressés ?

Voilà une fable bien entretenue me semble-t-il et qu'on nous expose de plus en plus souvent. En tant que contribuable, je dois avouer que je me réjouis de savoir qu'il y aurait des milliards d'aides sociales non demandées. Car moi on me demande deux mois de salaire d'impôt sur le revenu par an, un mois de salaire de taxe foncière, la TVA censée être indolore, des amendes pour avoir roulé à 32 dans une zone 30 qui était autrefois une rue à 50 où il n'y a jamais eu d'accident, etc. Sans oublier les cotisations en tous genres prélevées sur mon bulletin de paie, sans lesquelles mon compte en banque serait deux fois plus alimenté en début de mois...

Alors, si en plus de tous ces prélèvements, il en fallait d'autres pour entretenir ceux qui ont trouvé ici ou là une bonne combine pour se faire encore plus d'argent en ne faisant rien ou pas grand-chose...

J'avais commencé cet article il y a un mois et j'avais laissé en suspens, en me disant que peut-être Borne serait-elle finalement mieux intentionnée que je le croyais, qu'elle demanderait qu'on s'occupe des Français de souche vivant dans des milieux reculés, tel vieux paysan vivant dans une montagne avec son troupeau qui lui rapporte 500 euros par mois pour tenter de survivre, telle dame âgée illettrée et malvoyante vivant d'une pension de réversion de 600 euros, ou encore des gens trop honnêtes qui ne cherchent pas à profiter de l'Etat providence à outrance qu'il faudrait convaincre de ne pas hésiter à remplir les formulaires...

Mais visiblement, il s'agit de bien autre chose puisque Borne réunit autour de la table les habituelles assos de la préférence étrangère...

Un arrêté du 1er août 2023 nomme en effet un "comité d'évaluation" du non recours aux aides sociales en conviant autour de la table toutes ces assos qui nous dégoûtent, ce qui ne laisse présager rien de bon...

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorff/id/JORFFTEXT000047980365>



Le sociologue Nicolas Duvoux sera le président de ce comité.

Il est certes connu pour avoir fait de la pauvreté son principal centre d'intérêt. Mais on sait bien que la sociologie est souvent politique, militante, on

s'interroge quant à son réel caractère scientifique...

L'ancienne pupille de l'Etat passe à la vitesse supérieure en faisant adopter un arrêté du 1er août 2023 d'une certaine Aurore Bergé portant nomination au comité d'évaluation d'une expérimentation visant à réduire le non-recours aux droits sociaux.

Après plusieurs "cautions scientifiques" de ce bidule, c'est le défilé des assos de la préférence étrangère :

"ATD quart monde", tournée vers les pays en développement, présidée autrefois par Claire Hédon, devenue entre temps "défenseur des droits"... Il est vrai que maintenant le tiers monde est à domicile pour les Français.

"Secours catholique", "Resto du coeur"...

Les représentants de **"France urbaine"**... donc la ruralité est oubliée...

et du “**défenseur des droits**”.

Le lecteur non averti pourrait se fier à ces noms et se dire que ça n’a rien d’inquiétant.

Permettons-nous de lui rafraîchir la mémoire et lui faire découvrir ces institutions et associations qui n’oeuvrent pas souvent à bon escient...

Le “défenseur des droits” :

à propos des contrôles d’identité :
<https://resistancerepublicaine.com/2021/02/12/claire-hedon-d-efenseur-des-droits-il-faut-mettre-en-place-des-zones-sans-controles-didentite/>

du burkini...
<https://resistancerepublicaine.com/2021/01/26/hallucinant-le-defenseur-des-droits-sengage-avec-le-ccif-dissous-pour-defendre-le-burkini-dans-les-piscines/>

de Théo :
<https://resistancerepublicaine.com/2020/11/25/excellent-choix-macron-claire-hedon-defenseur-des-droits-prend-fait-et-cause-pour-theo/>

avec comme adjointe la socialiste vieille Pau-Langevin :
<https://resistancerepublicaine.com/2020/11/21/castex-recycle-la-vieille-pau-langevin-adjointe-au-defenseur-des-droits/>

un rapport en écriture inclusive avec tous les stéréotypes racisés de l’extrême-gauche :
<https://resistancerepublicaine.com/2018/10/10/scandaleux-rapport-du-defenseur-des-droits-noirs-musulmans-ecriture-inclusive-a-la-fete/>

Et, fort intéressant sur le sujet qui nous concerne, un défenseur des droits qui ne veut pas qu’on identifie les fraudeurs aux aides sociales...

<https://resistancerepublicaine.com/2017/09/11/le-defenseur-d-es-droits-ne-veut-pas-que-lon-identifie-les-populations-qui-fraudent-le-plus-les-prestations-sociales/>

Restos du coeur :

Ils nourrissent même les migrants, avec des démissions de bénévoles à la clé :

<https://resistancerepublicaine.com/2016/10/26/les-migrants-envahissent-aussi-les-restos-du-coeur-resistez/>

<https://resistancerepublicaine.com/2021/10/24/restos-du-coeur-des-benevoles-demissionnent-a-cause-des-clandestins/>

Le Secours catholique, ou islamique ? Le catholicisme à la manière du pape Bergoglio...

L'adjectif catholique dissimule une organisation d'extrême-gauche internationaliste :

<https://resistancerepublicaine.com/2018/04/10/jai-marche-jusqua-vous-film-de-propagande-subventionne-par-le-secours-catholique/>

<https://resistancerepublicaine.com/2017/01/06/letrange-association-des-musulmans-de-lagny-qui-travaillait-avec-amnesty-et-le-secours-catholique/>

<https://resistancerepublicaine.com/2015/11/04/calais-le-secours-catholique-et-medecins-du-monde-voulaient-que-les-logements-inoccupes-soient-requisitionnes/>

<https://resistancerepublicaine.com/2013/09/17/emmaus-medecins-du-monde-secours-catholique-au-secours-du-secours-islamique/>

Si en plus c'est Aurore Bergé, nommée dans le dernier gouvernement ministre des solidarités, qui orchestre tout ça, bonjour les dégâts... prête à tout pour plaire à son

maître.

On comprend mieux cette nomination à ce poste, il y a là un grand chantier à mener pour appauvrir encore davantage des Français qui se font déjà entuber puissance dix avec l'inflation, le report de l'âge de la retraite etc.

Sont nommés en qualité de membres du comité d'évaluation de l'expérimentation visant à réduire le non-recours aux droits sociaux :

En qualité de personnalités qualifiées dont la compétence est reconnue en matière d'évaluation des dispositifs d'accès aux droits:

Nicolas Duvoux, président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Michèle Lelièvre, directrice scientifique du comité scientifique du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Clara Deville, chercheuse à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

*Eléonore Richard, chercheuse à la Paris **School of Economics**.*

Pierre Mazet, chercheur à l'Université de Bordeaux.

Jean-Claude Barbier, chercheur émérite CNRS au centre d'économie de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Rémi Le Gall, chercheur à l'Université de Lorraine.

Nadia Okbani, chercheuse à l'Université de Toulouse.

*En qualité de représentants des **acteurs de l'insertion sociale et professionnelle***

*Isabelle Doresse, représentante de **ATD Quart monde**.*

Nathalie Latour et Delphine Tyc, représentantes de la

Fédération des acteurs de la solidarité.

*Elodie Charmat et Sylvain Steuperaert, représentants des **Restos du cœur.***

*Pierre Gravoin et Daniel Verger, représentants du **Secours catholique.***

En qualité de représentant des organismes de sécurité sociale

*Lucie Gonzalez, représentante de la **Caisse nationale des allocations familiales.***

En qualité de représentant des collectivités locales

Hélène-Sophie Mesnage, représentante de l'Union nationale des centres communaux d'action sociale.

*Marion Tanniou, représentante de **France urbaine.***

Sont également nommés membres du comité d'évaluation de l'expérimentation visant à réduire le non-recours aux droits sociaux :

- le ou les représentants du ministre chargé des solidarités ;*
- le ou les représentants du ministère de l'éducation nationale ;*
- à titre d'observateur, le ou les représentants du **Défenseur des droits ;***
- le ou les représentants de France stratégie ;*
- le ou les représentants du Haut conseil du travail social ;*
- le ou les représentants de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire ;*
- le ou les représentants de l'Institut national de la statistique et des études économiques.*

Nicolas Duvoux, président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, est nommé président du présent comité.